



DÉCLARATION LIMINAIRE

Comité Social d'Administration de la DDT 60 du 17 décembre 2024

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Le Gouvernement porte une politique violemment régressive et méprisante à l'encontre des agents publics. À l'occasion du projet de budget 2025, les mesures négatives et stigmatisantes se multiplient pour la fonction publique. Leur mise en œuvre dégraderait immédiatement les conditions de vie de nombreux agents : trois jours de carence, diminution du taux d'indemnisation des arrêts maladie, non reconduction de la GIPA (garantie individuelle de pouvoir d'achat), gel du point d'indice, casse des missions publiques, de l'emploi public, du statut général des fonctionnaires et des droits des contractuels : la liste des attaques est longue.

L'austérité budgétaire du gouvernement est décomplexée. Il programme 40 milliards d'euros de baisses des dépenses publiques. Au lieu d'aller chercher de nouvelles recettes et pour financer le haut niveau d'action publique dont la société a besoin, il veut priver les usagers des services publics de pleine compétence et de proximité. Pour les agents aussi, c'est l'impossibilité de disposer des moyens et des ressources nécessaires à l'exercice de leurs missions.

À l'opposé de telles évolutions, la CGT porte l'exigence de budgets construits sur d'autres bases. Outre le financement des politiques publiques, il s'agit d'améliorer significativement les conditions de vie et de travail des agents. Cela passe notamment par :

- l'abandon définitif du projet de loi lancé par M. Guérini, de toute forme de rémunération au mérite, la défense et l'amélioration du statut général des fonctionnaires, de leurs statuts particuliers, des droits des contractuels ;
- l'abrogation de la réforme des retraites, la revalorisation immédiate du point d'indice de 10 %, son indexation sur l'inflation, l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes, la refonte des grilles indiciaires garantissant des carrières linéaires intégrant la revalorisation des filières à prédominance féminine, le versement de la GIPA ;
- l'abandon des jours de carence, le maintien à 100 % de l'indemnisation des arrêts maladie, l'investissement massif dans une réelle politique de santé au travail, intégrant aussi la question du handicap.

Le « fonctionnaires bashing » du gouvernement est insupportable et repose sur des mensonges et des données tronquées.

Il n'y a pas « d'absentéisme » des agents publics : à caractéristiques sociodémographiques égales (âge, qualification, pénibilité), le taux d'arrêt maladie est équivalent dans le public et dans le privé et la soi-disant « explosion » des arrêts maladie n'est pas une réalité. Le ministre attaque in fine le système de protection sociale des agents publics et c'est une pierre supplémentaire de la remise en cause générale de la sécurité sociale !

Cette politique d'austérité aura inmanquablement des effets sur le moral des agents et dégradera encore l'attractivité du recrutement dans la Fonction Publique, alors que les besoins sont massifs au regard de la pyramide des âges.

Nous vous remercions de votre attention.